CRYPTO-NEWS est un journal produit conjointement par une équipe d'Experts de Azojecasarl (Cameroun) et Zukulee (Canada). Il vise à vulgariser l'information sur la blockchain et les cryptomonnaies.

Les informations publiées ont un caractère purement éducatif et ne constituent en rien du conseil en investissement.

Édition n° 41 – Octobre 2026

CRYPTO-NEWS

Mieux s'informer et se former, pour bien investir dans les cryptos

Sommaire

MOT INTRODUCTIF.....2

ACTUALITÉS DES CRYPTOMONNAIES.....2

CONNAISSANCE DES CRYPTOMONNAIES.....6

RÉGULATION ET VEILLE RÉGLEMENTAIRE.....8

SITUATION DES MARCHÉS DU 1ER AU 31 OCTOBRE 2026.....11

COIN DES INVESTISSEURS.....15

RÉSUMÉ RÉGLEMENTAIRE.....17

PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION.....19

Contacts : +237 696 171 016

Site web : https://azojecasarl.net/crypto-news/ & https://zukulee.com/news

Mail : cryptonewsazc@gmail.com

MOT INTRODUCTIF

Le mois d'octobre 2026 s'est déroulé dans un environnement plus défavorable qu'en septembre, sous l'effet des tensions géopolitiques, du renchérissement du pétrole, des rendements obligataires américains et des anticipations de politique monétaire. Après avoir atteint 87 220 $ le 2 octobre, le bitcoin a été fragilisé par une inflation américaine toujours élevée (3,7 % sur un an en septembre), tandis que la Fed maintenait ses taux entre 3,75 % et 4,00 % le 28 octobre. La forte correction de Wall Street et l'incident de sécurité de Binance en fin de mois ont accentué les ventes : le BTC a touché 76 326 $ le 30 octobre et clôturé à 77 582 $, en baisse de 7,22 %. Les ETF Bitcoin au comptant américains ont enregistré près de 516 millions de dollars de sorties nettes. Ether, BNB, Solana, AVAX, SUI et Dogecoin ont également terminé le mois dans le rouge, avec des reculs généralement plus marqués que celui du bitcoin.

L'actualité crypto d'octobre 2026 a été dominée par le cybervol d'environ 6,3 milliards de dollars annoncé chez Binance, attribué dans les premières analyses à des groupes de pirates liés à la Corée du Nord, soulignant les risques persistants de conservation des actifs numériques. Parallèlement, Tether a déclaré un bénéfice opérationnel de 1,5 milliard de dollars au troisième trimestre et près de 7,95 milliards de dollars de réserves excédentaires. L'USDC de Circle a renforcé sa position dans les échanges de stablecoins contre l'euro, avec 56 % des volumes selon Kaiko. L'intégration aux circuits financiers traditionnels s'est poursuivie : Ripple a obtenu l'autorisation définitive pour sa banque fiduciaire nationale américaine, JPMorgan a étendu son JPM Coin à Ethereum, tandis que la Suisse a approuvé un ETF Bitcoin destiné aux particuliers et que Bybit a obtenu une licence complète à Dubaï. Côté trésoreries d'entreprise, Strive a acquis pour environ 1,25 milliard de dollars de bitcoins au cours du mois.

Sur le plan réglementaire, octobre 2026 a confirmé l'accélération de l'encadrement des actifs numériques. Aux États-Unis, après le blocage du CLARITY Act, la CFTC et la SEC ont poursuivi leurs initiatives pour clarifier les règles applicables aux entreprises crypto et aux opérations à effet de levier. Dans l'Union européenne, l'Autorité bancaire européenne a classé l'USDC parmi les jetons de monnaie électronique « significatifs » au titre de MiCA, tandis que des députés français ont soutenu des propositions visant à fiscaliser certaines conversions en stablecoins à partir de 2027. Le Canada a lancé une consultation sur les émetteurs de stablecoins, Hong Kong prépare un régime élargi de licences et la Russie a enregistré ses premières plateformes et dépositaires autorisés. Ces évolutions mêlent cadres déjà applicables et projets encore en discussion.

Pour ce mois d'octobre 2026, notre rubrique « Connaissance des cryptomonnaies » présente Bittensor (TAO), un protocole open source qui cherche à construire un marché décentralisé de l'intelligence artificielle. Son réseau s'appuie sur des sous-réseaux (« subnets ») spécialisés, au sein desquels des mineurs proposent des services ou des modèles d'IA et des validateurs évaluent leurs contributions, récompensées en TAO. La mise à jour Dynamic TAO relie davantage la répartition des incitations à l'activité de ces sous-réseaux. Avec une offre maximale fixée à 21 millions de TAO, le projet associe rareté programmée et économie de l'IA, mais reste confronté à des enjeux de gouvernance, de viabilité économique et de volatilité.

Pour les investisseurs crypto, octobre 2026 a rappelé qu'un marché peut corriger brutalement malgré des avancées technologiques et institutionnelles. La capitalisation totale des cryptoactifs a reculé d'environ 9 %, vers 2 600 milliards de dollars, tandis que l'ether (−16 %), Solana (−19 %), Dogecoin (−20 %) et plusieurs autres grandes capitalisations ont davantage souffert que le bitcoin. Quelques actifs ont résisté, à l'image de Monero (+9,9 %) et de LEO (+4,1 %), alors que des envolées ponctuelles sur des jetons plus spéculatifs ont rappelé le danger de poursuivre des hausses rapides. Les sorties des ETF Ether, estimées à 1,6 milliard de dollars, la volatilité liée aux décisions de la Fed et le piratage de Binance soulignent l'importance de la diversification, de la gestion du risque et de la sécurisation des avoirs.

Nous vous souhaitons une excellente lecture de ce quarante et unième (41e) numéro de « Crypto News AZC » et invitons nos lecteurs à suivre avec attention l'inflation américaine, les données sur l'emploi, les prochaines décisions de la Réserve fédérale et les tensions géopolitiques qui influencent la liquidité mondiale. Les évolutions réglementaires, les progrès de la blockchain et la sécurité des plateformes resteront également déterminants pour la confiance des investisseurs. Et surtout, n'oubliez jamais que : « Dans les cryptomonnaies, la véritable force de l'investisseur ne réside pas dans sa capacité à prévoir chaque hausse, mais dans sa préparation aux risques que personne n'avait anticipés ».

ACTUALITÉS DES CRYPTOMONNAIES

Coup de plusieurs milliards contre Binance : le plus grand cybervol de l'histoire

Binance, la plus grande plateforme mondiale d'échange de cryptomonnaies, a annoncé le vol de monnaies numériques d'une valeur de 6,3 milliards de dollars (environ 5,6 milliards d'euros) le jeudi 29 octobre.

Les soupçons se sont rapidement portés sur Lazarus, un collectif de plusieurs équipes de hackers d'élite soutenu par la Corée du Nord. Le samedi 31 octobre, le FBI a confirmé cette piste en attribuant l'attaque à « TraderTraitor », une unité nord-coréenne rattachée à Lazarus.

D'après les premières enquêtes, les cybercriminels ont réussi à infiltrer l'ordinateur portable d'un ingénieur de Binance. De là, ils ont utilisé les informations d'identification de cet employé pour accéder aux systèmes de la plateforme d'échange et retirer des fonds sans que personne ne s'en aperçoive, a révélé l'entreprise elle-même.

Lazarus s'est récemment orienté vers le vol de cryptomonnaies. L'attaque contre Binance, d'un montant de 6,3 milliards de dollars, dépasse son précédent record : les 1,5 milliard de dollars dérobés à Bybit.

Lazarus se distingue des autres groupes de menaces persistantes avancées (APT), qui désignent les équipes de hackers organisés les plus efficaces. Ces groupes, dirigés et soutenus de façon officieuse par des gouvernements, sont extrêmement bien structurés et hiérarchisés, et disposent de ressources financières les habilitant à réaliser des attaques complexes, coordonnées et rapides.

Le bénéfice de Tether au troisième trimestre atteint 1,5 milliard de dollars

Les avoirs en bons du Trésor américain de l'émetteur de stablecoins sont désormais comparables à ceux d'importants détenteurs étrangers.

Tether a fait état d'un bénéfice opérationnel de 1,5 milliard de dollars au troisième trimestre. Fin septembre, l'entreprise détenait 191,5 milliards de dollars d'actifs contre 183,5 milliards de dollars de passifs, laissant apparaître un excédent de réserves de 7,95 milliards de dollars, soit près du double des 4,1 milliards de dollars annoncés en juin. Ses actifs comprenaient 132,4 milliards de dollars en détentions directes et indirectes de bons du Trésor américain.

Tether a également généré un bénéfice opérationnel net de 4,5 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2026, des revenus tirés principalement des bons du Trésor américain et d'accords de prise en pension (reverse repos), selon l'entreprise. Ses réserves en bitcoins étaient évaluées à 8,37 milliards de dollars, contre environ 5,8 milliards de dollars fin juin.

L'USDT de Tether demeure le plus important stablecoin au monde et représente environ 60 % du marché des stablecoins, évalué à 297,3 milliards de dollars, selon les données de DefiLlama.

L'USDC devance l'USDT dans les échanges de stablecoins contre l'euro

L'USDC de Circle a dépassé l'USDT de Tether dans les échanges de stablecoins contre l'euro, la réglementation de l'Union européenne favorisant de plus en plus les stablecoins conformes aux

normes du bloc, selon un nouveau rapport de Kaiko.

D'après les données de Kaiko, l'USDC représente désormais 56 % des échanges de stablecoins contre l'euro, contre seulement 10 % en janvier 2024. Ce basculement s'est accéléré après que des plateformes d'échange majeures ont restreint les transactions en USDT pour les clients situés dans l'Espace économique européen, en application du règlement sur les marchés de crypto-actifs (MiCA).

L'USDC a également surpassé l'USDT en termes de liquidité pour les échanges libellés en euros ; ses carnets d'ordres sont désormais environ 40 % plus profonds que ceux de son concurrent. Tether demeure le plus important stablecoin à l'échelle mondiale, avec une offre en circulation environ 2,5 fois supérieure à celle de l'USDC.

Ripple obtient l'approbation finale aux États-Unis pour une banque fiduciaire nationale

Ripple a annoncé le lundi 26 octobre que sa banque fiduciaire nationale avait reçu l'approbation finale de l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC).

Cette autorisation conclut le processus de constitution de la Ripple National Trust Bank (RNTB), qui avait obtenu une approbation conditionnelle de l'OCC en décembre 2025.

Selon Ripple, cette banque fiduciaire, placée sous supervision fédérale, est autorisée à gérer les réserves adossées au Ripple USD (RLUSD), à agir en tant que fiduciaire des garanties au profit des détenteurs de RLUSD, et à fournir des services de conservation d'actifs numériques.

Le RLUSD continuera d'être émis par Standard Custody & Trust Company, la société fiduciaire à vocation spécifique de Ripple, réglementée par le Département des services financiers de l'État de New York.

Une banque fiduciaire nationale (national trust bank) est une institution constituée sous autorisation fédérale, dont l'activité consiste à détenir et à gérer des actifs pour le compte de ses clients. Contrairement à une banque commerciale classique, la plupart des banques fiduciaires nationales n'acceptent pas de dépôts et n'accordent pas de prêts ; elles ne sont pas non plus couvertes par la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC), selon l'OCC.

Strive accélère ses achats de bitcoins et vise la deuxième place des trésoreries d'entreprise

La société américaine Strive (Nasdaq : ASST), qui a fait du bitcoin le cœur de sa trésorerie, a été l'un des acheteurs les plus actifs du mois. Selon ses déclarations à la SEC, elle a acquis pour environ 1,25 milliard de dollars de BTC en octobre, portant ses avoirs de 29 462 BTC début octobre à 43 124 BTC au 30 octobre.

Le rythme a été particulièrement soutenu à la mi-octobre : 2 822 BTC achetés pour 235 millions de dollars les 12 et 13 octobre, puis 1 223 BTC pour environ 100 millions de dollars entre le 14 et le 16 octobre, à un prix moyen proche de 81 734 dollars. Ces acquisitions ont été financées par l'exercice de bons de souscription (environ 369 millions de dollars), la trésorerie disponible et l'émission d'actions de préférence SATS, dont une offre de 7 millions de titres devait rapporter environ 630 millions de dollars. Le rythme s'est en revanche nettement ralenti en fin de mois, avec seulement 124 BTC achetés pour 10 millions de dollars entre le 24 et le 30 octobre.

Avec ce stock, Strive se hisse au quatrième rang des entreprises cotées détentrices de bitcoins, derrière Strategy (849 327 BTC), le japonais Metaplanet (44 000 BTC) et Twenty One (43 514 BTC), et devant le mineur MARA (35 577 BTC). Son directeur général, Matt Cole, affiche l'objectif de devenir le deuxième détenteur coté d'ici à la fin de 2026 : il ne lui manque plus que 876 BTC pour dépasser Metaplanet.

Pour poursuivre ses achats, l'entreprise a lancé le 26 octobre un programme d'émission « au fil de l'eau » (at-the-market) pouvant atteindre 1 milliard de dollars d'actions SATS, et disposait encore de 490,4 millions de dollars de liquidités au 30 octobre. Ce modèle, qui consiste à lever des capitaux pour acheter du bitcoin, accroît toutefois l'exposition des actionnaires à la volatilité de l'actif, comme l'a rappelé la baisse de plus de 7 % du BTC en octobre.

Bybit obtient la première licence complète à Dubaï pour des services de trading au comptant

La plateforme d'échange de cryptomonnaies Bybit a obtenu une licence complète à Dubaï pour

le trading au comptant, faisant suite à une précédente approbation de principe.

Bybit a indiqué que son entité basée à Dubaï, Bybit Fintech FZE, a reçu une licence de fournisseur de services d'actifs virtuels (VASP) délivrée par l'Autorité de régulation des actifs virtuels de Dubaï (VARA) pour des services de plateforme d'échange, incluant le trading au comptant.

Un porte-parole de Bybit a déclaré à Cointelegraph que l'approbation de principe obtenue précédemment par l'entité n'était pas opérationnelle et ne lui permettait pas de servir des clients à Dubaï. Il a également précisé que Bybit doit encore finaliser le processus de lancement auprès de la VARA et se conformer aux exigences opérationnelles avant de pouvoir proposer des services de trading au comptant. L'entreprise n'a pas communiqué de date de lancement.

La FINMA approuve le premier ETF Bitcoin en Suisse destiné aux investisseurs de détail

L'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) a approuvé ce qu'elle présente comme le premier fonds négocié en bourse (ETF) Bitcoin du pays qui investit directement dans le bitcoin et est accessible aux investisseurs de détail.

Dans son annonce, le régulateur financier a fait état d'un intérêt croissant pour les investissements en cryptomonnaies, et plus particulièrement dans le bitcoin (BTC).

Bien que le régulateur n'ait pas identifié l'émetteur du fonds, il a noté que plusieurs prestataires ont déposé ou annoncé des demandes pour des ETF Bitcoin.

Le SIX Swiss Exchange a annoncé en août 2025 qu'iShares allait lancer la cotation d'un produit négocié en bourse (ETP) sur le bitcoin, entièrement adossé à des BTC conservés en stockage hors ligne (cold storage) par Coinbase Custody International Limited. Ces ETP ne sont pas soumis à l'approbation de la FINMA, mais relèvent exclusivement de la réglementation du SIX Exchange (SIX Exchange Regulation), a précisé un porte-parole de la FINMA à Cointelegraph.

Cette approbation permet de franchir un obstacle réglementaire majeur pour le lancement du premier ETF en Suisse, accessible aux investisseurs de détail, qui investit directement dans le bitcoin. L'annonce ne précise pas de date de lancement. La Suisse est considérée comme l'un des pays européens les plus favorables aux cryptomonnaies. En 2023, la ville suisse de Lugano a adopté les paiements en bitcoin et en Tether USDT pour toutes les taxes municipales, devenant ainsi l'une des premières administrations municipales au monde à le faire.

JPMorgan déploie le JPM Coin sur Ethereum pour ses clients institutionnels

JPMorgan Chase, la plus grande banque au monde en termes de capitalisation boursière, étend son jeton de dépôt « JPM Coin » au réseau Ethereum, a rapporté Bloomberg.

Le JPM Coin représente des dépôts en dollars américains détenus auprès de JPMorgan et permet aux clients éligibles de transférer des fonds en quelques secondes, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

Emma Landriault, directrice mondiale de Kinexys Labs, a indiqué que les entreprises du secteur des cryptomonnaies pourraient utiliser ce jeton pour effectuer des paiements sur la blockchain, tandis que les institutions financières pourraient s'en servir pour le règlement d'opérations et la constitution de garanties.

Selon Mme Landriault, JPMorgan a choisi Ethereum en raison de sa liquidité et de son adoption déjà existante parmi ses clients. Bien que les jetons soient émis sur des réseaux publics, l'utilisation du JPM Coin restera limitée aux participants institutionnels approuvés.

BITTENSOR (TAO)

Alors que l'IA générative reste concentrée entre les mains de quelques géants technologiques, Bittensor propose une alternative radicale : un réseau décentralisé où les modèles d'intelligence artificielle se concurrencent, s'évaluent mutuellement et sont récompensés en cryptomonnaie pour la qualité de leurs contributions. Porté par une ambition aussi séduisante que controversée, le projet TAO s'est imposé en quelques années comme l'un des paris les plus suivis – et les plus débattus – à l'intersection de l'IA et de la blockchain.

Bittensor est un protocole open source qui crée un marché décentralisé et pair-à-pair pour l'intelligence artificielle. L'objectif affiché est de faire de l'intelligence machine une ressource négociable et accessible, en dehors du contrôle d'une structure centralisée.



Illustration : logo de Bittensor (TAO)

HISTORIQUE

Le projet a été conceptualisé par Jacob Robert Steeves et Ala Shaabana entre 2019 et 2020, avant le lancement du réseau principal (mainnet) en novembre 2021. Steeves, diplômé en mathématiques et informatique de l'Université Simon Fraser, a travaillé comme ingénieur en apprentissage automatique chez Google de 2016 à 2018. C'est en observant l'infrastructure d'IA distribuée de Google qu'il a eu l'intuition d'appliquer les mécanismes incitatifs du minage de Bitcoin à la calcul pour l'IA. Le réseau est aujourd'hui porté par la Fondation Opentensor, qui coordonne son développement.

FONCTIONNEMENT

L'architecture de Bittensor repose sur deux piliers. D'un côté, Subtensor, la blockchain de couche 1 (basée sur le framework Substrate) qui enregistre les mises (stakes), les inscriptions et la distribution des émissions. De l'autre, les subnets : des réseaux indépendants dédiés chacun à une tâche IA spécifique : génération de texte, analyse d'images, prévisions financières, calcul distribué, etc.

Au sein de chaque subnet, les mineurs produisent des sorties (inférences, entraînements, données) et les validateurs notent leur qualité via l'algorithme Yuma Consensus, qui agrège les scores, pénalise les comportements déviants et distribue les TAO en conséquence. Depuis février 2025, la mise à jour dTAO (Dynamic TAO) a introduit des sous-jetons propres à chaque subnet, dont le prix sur un marché automatisé détermine la part d'émissions allouée à ce subnet.

GOUVERNANCE

Bittensor assume un état semi-décentralisé. La propriété du réseau est déjà largement ouverte (pas de pré-minage, distribution compétitive des TAO), mais les mises à niveau du protocole restent pilotées par l'équipe centrale afin de préserver la vitesse d'innovation. Un plan de transfert progressif du contrôle vers la communauté sur 18 mois a été annoncé en juin 2026.

AVANTAGES

Parmi les avantages mis en avant par le projet, on trouve : l'ouverture à des contributeurs mondiaux sans autorisation préalable, la monétisation directe des modèles d'IA, l'évaluation par les pairs plutôt que par un benchmark centralisé, et le potentiel de réduction des coûts grâce à la concurrence ouverte.

Bittensor se distingue par un modèle économique et technologique unique qui présente plusieurs atouts pour l'écosystème de l'IA décentralisée.

- **Un modèle tokenomique à rareté programmée** : Comme le bitcoin, l'offre de TAO est plafonnée à 21 millions et suit un mécanisme de « halving » (division par deux de l'émission) tous les quatre ans. Le premier halving a eu lieu en décembre 2025, réduisant l'émission quotidienne de 7 200 à 3 600 TAO, ce qui renforce la rareté de l'actif.
- **Un réseau de sous-réseaux (Subnets) spécialisés et dynamiques** : Bittensor n'est pas une blockchain unique, mais un réseau de plus de 80 « sous-réseaux » (subnets), chacun étant un marché autonome pour une tâche d'IA spécifique (génération de texte, images, calcul distribué, etc.). L'la mise à jour dTAO (Dynamic TAO) permet à chaque subnet d'avoir son propre jeton (jeton alpha) dont le prix sur un marché automatisé (AMM) détermine la part d'émission de TAO qu'il reçoit, allouant ainsi le capital de manière compétitive vers les sous-réseaux les plus performants.
- **Un mécanisme de consensus innovant (« Proof of Intelligence »)** : Contrairement à la preuve de travail (PoW) qui consomme de l'énergie, Bittensor récompense les mineurs pour la qualité de leur travail intellectuel (par exemple, la performance de leurs modèles d'IA). Les validateurs notent ces contributions via l'algorithme Yuma Consensus, créant ainsi une incitation économique à produire de l'IA utile.
- **Des sources de rendement pour les détenteurs de TAO** : Les détenteurs peuvent staker leurs TAO pour sécuriser le réseau et percevoir des récompenses. Le rendement annuel (APY) du staking se situe généralement entre 3,5 % et 4,7 %, avec des récompenses versées plusieurs fois par jour. Il est également possible de staker sur des sous-réseaux spécifiques pour obtenir des rendements potentiellement plus élevés, mais avec plus de risques, en recevant des « jetons alpha » en récompense.
- **Une exposition large à l'écosystème de l'IA décentralisée** : Détenir du TAO peut être considéré comme une exposition à l'ensemble du réseau Bittensor, semblable à un « fonds indiciel » de l'IA décentralisée. Le projet bénéficie également d'une reconnaissance institutionnelle croissante, avec des acteurs comme Grayscale qui ont soumis des demandes pour des produits négociés en bourse (ETP) basés sur le TAO.

OFFRE EN CIRCULATION

- Offre en circulation : elle se situe autour de 11,65 à 11,7 millions de TAO ;
- Prix du TAO : il évolue autour de 250 à 290 $;
- Capitalisation boursière : environ 3 milliards de dollars

UTILITÉ ET FONCTIONNALITÉS

Le TAO n'est pas un simple jeton spéculatif ; il est au cœur de l'économie du réseau. Il remplit quatre fonctions principales :

Récompense : rétribuer les mineurs et les validateurs pour leurs contributions à l'IA.

Moyen de staking : les validateurs doivent immobiliser du TAO pour participer à la preuve de consensus, et les détenteurs peuvent déléguer leur mise pour soutenir des validateurs.

Droit de gouvernance : le poids de vote est proportionnel à la mise, ce qui confère aux détenteurs un pouvoir sur l'évolution du protocole.

Unité de compte : pour l'accès aux services des subnets et les échanges de valeur entre sous-réseaux.

Les fonctionnalités concrètes du réseau couvrent déjà un spectre large : plus de 80 subnets actifs en 2026, allant de l'inférence de grands modèles de langage (comme Chutes) à la prédiction sportive (Taoshi PTN), en passant par la génération d'images (BitMind) et les preuves de calcul (Omron).

AVIS ET PERSPECTIVES

Bien que les avis sur Bittensor soient profondément polarisés, le projet bénéficie d'une

reconnaissance institutionnelle croissante. Le réseau affiche plus de cinq ans d'existence et une activité économique réelle, un avantage sur de nombreux projets concurrents encore au stade de livre blanc.

Perspectives : les effets du premier halving de décembre 2025, qui a réduit de moitié les émissions de TAO, constituent un test crucial. Soit la demande externe prend le relais des subventions, soit l'écart entre l'offre de calcul subventionnée et les revenus réels devra être résorbé, avec un risque de pression baissière sur le TAO. Bittensor reste un pari ambitieux sur l'avenir d'une IA réellement décentralisée : un récit puissant, mais dont la solidité économique reste à démontrer.

RÉGULATION ET VEILLE RÉGLEMENTAIRE

La CFTC rejoint la SEC en proposant un cadre pour les cryptomonnaies après l'échec du vote sur le CLARITY Act

Le président de la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) des États-Unis, Michael Selig, a déclaré que l'agence, s'appuyant sur ses « pouvoirs légaux existants », ferait avancer la réglementation des cryptomonnaies sur instruction du président Donald Trump, « avec ou sans loi » du Congrès, après l'échec de ce dernier à adopter un projet de loi sur la structure du marché. Lors du Fordham Law Blockchain Regulatory Symposium, le lundi 5 octobre, Michael Selig a annoncé des propositions donnant aux entreprises crypto la possibilité d'opérer sous l'égide de la CFTC plutôt que de composer avec le patchwork réglementaire des différents États américains. Selon le texte de son intervention, l'agence a publié un avis préalable de projet de réglementation pour les entreprises « offrant à leurs clients particuliers la possibilité de négocier des cryptoactifs sur marge, avec effet de levier ou avec financement », qualifiant cette réglementation de « CTX ». La Securities and Exchange Commission (SEC) avait déjà annoncé en août sa propre version d'un « régime adapté d'offres de titres » pour les cryptoactifs, avant l'échec du vote sur le CLARITY Act, laissant penser que les deux agences feraient avancer la réglementation sans loi du Congrès codifiant ces règles.

Les responsables de Hong Kong réaffirment l'échéance de fin 2026 pour le projet de loi sur les licences crypto

Le gouvernement de Hong Kong a réaffirmé son intention de présenter, avant la fin de 2026, un projet de loi modificatif visant à établir des régimes d'agrément pour quatre catégories de services sur actifs numériques : la négociation, la conservation, le conseil et la gestion d'actifs, dans le cadre de son projet plus large sur les licences crypto. Christopher Hui, secrétaire aux Services financiers et au Trésor de Hong Kong, a déclaré lors d'une réunion d'information consacrée au discours de politique générale, le lundi 5 octobre, que le gouvernement présenterait ce texte « au cours de cette année » afin d'établir un cadre plus large pour les activités liées aux actifs numériques, selon une déclaration publiée par le gouvernement de Hong Kong. Le nouveau régime compléterait les licences déjà en vigueur pour les plateformes d'échange et les émetteurs de stablecoins.

La Russie autorise ses premières plateformes d'échange crypto et ses premiers dépositaires en vertu d'une nouvelle loi

La Russie a enregistré ses premiers opérateurs de plateformes d'échange de cryptomonnaies et dépositaires numériques en vertu de nouvelles réglementations crypto entrées en vigueur le 1er septembre. La plus grande banque de Russie, Sberbank, a été ajoutée à la liste des dépositaires, aux côtés d'Atomyze, de Voltari et de Cloud Infrastructure. T-Invest Lab, Zefir et Sistema-Crypto figurent sur la liste des opérateurs de plateformes d'échange crypto. VTB Bank figure sur les deux listes. La Sberbank a indiqué qu'elle prévoyait initialement de prendre en charge Bitcoin (BTC), Ether (ETH) et USDT via

ses plateformes existantes SberBank Online, SberInvestments et SberBusiness. Les enregistrements interviennent après que le président russe Vladimir Poutine a signé une loi sur les cryptomonnaies en août, créant un cadre réglementé pour les plateformes d'échange, les dépositaires, les courtiers et les investisseurs. La loi place le marché sous la supervision de la Banque de Russie et maintient l'interdiction russe d'utiliser les cryptomonnaies pour payer des biens et des services.

Les législateurs de l'UE veulent inscrire les cryptomonnaies à l'agenda anticorruption

Les législateurs exhortent la Commission européenne à traiter, dans sa prochaine stratégie anticorruption, les risques de corruption liés aux crypto-actifs, aux structures de propriété opaques et aux outils numériques. Les députés européens ont également appelé à renforcer les efforts visant à retracer, geler, confisquer et récupérer les produits d'activités criminelles. Le Parlement a adopté une résolution non contraignante exposant ses priorités pour la stratégie anticorruption de la Commission européenne. Cette stratégie est destinée à compléter la directive de l'Union européenne sur la lutte contre la corruption, qui est entrée en vigueur en mai. La directive harmonise les définitions des infractions de corruption et les peines minimales dans l'ensemble du bloc.

Les députés français soutiennent une taxe sur les échanges de stablecoins dans le projet de budget 2027

La commission des finances de l'Assemblée nationale française a approuvé le mercredi 7 octobre des propositions visant à taxer les conversions en stablecoins indexés sur des monnaies fiduciaires et à étendre la taxe de sortie du pays aux investisseurs en cryptomonnaies. L'amendement I-CF1826, présenté par le député Nicolas Sansu, ferait des conversions de cryptomonnaies en stablecoins indexés sur des monnaies fiduciaires des opérations imposables à compter du 1er janvier 2027. Le texte explicatif décrit le traitement fiscal actuel comme une « faille dans la législation ». Les plus-values imposables seraient calculées sur la base du coût d'acquisition des actifs cédés, avec une moyenne pondérée pour les avoirs constitués du même jeton acheté à des prix différents. La France et les autres États membres de l'Union européenne doivent appliquer les règles de déclaration fiscale du bloc en vertu du huitième amendement à la directive relative à la coopération administrative (DAC8).

Le Royaume-Uni sanctionne trois plateformes d'échange crypto liées à des fonds illicites russes

Le gouvernement britannique a sanctionné trois plateformes d'échange de cryptomonnaies et deux plateformes de paiement soupçonnées d'avoir aidé des entités russes à contourner les sanctions financières. Trois de ces prestataires de services étaient liés au Kirghizistan, tandis que deux d'entre eux facilitaient des transactions avec le réseau A7 soutenu par le Kremlin, a annoncé le jeudi 8 octobre le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) britannique. Couper l'accès à ces plateformes rend plus difficile pour les entités sanctionnées le transfert et l'accès à des fonds, a déclaré le ministère des Affaires étrangères, ajoutant que le réseau financier A7 affirmait avoir déplacé plus de 90 milliards de dollars l'année dernière, soit près de la moitié des dépenses militaires annuelles de la Russie. La plateforme d'analyse de la blockchain Chainalysis a constaté que deux des prestataires de paiement sanctionnés, Cryptomus et Heleket, avaient reçu des fonds de milliers de contreparties illicites, avec un pic à 900 entités au cours d'un seul mois à la fin de 2025.

L'autorité européenne classe l'USDC de Circle comme « significatif » au titre de MiCA

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a classé le stablecoin USDC de Circle comme jeton de monnaie électronique significatif au titre du règlement européen sur les marchés de crypto-actifs (MiCA). Dans un communiqué publié le mercredi 14 octobre, le régulateur a précisé que l'USDC est le premier des 45 jetons de monnaie électronique notifiés dans l'Union à recevoir ce statut. Concrètement, à compter du 12 novembre 2026, le stablecoin sera supervisé conjointement par l'ABE (fonds propres, réserve d'actifs,

liquidité, plans de rétablissement et de remboursement) et par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR). L'USDC est le deuxième stablecoin par capitalisation, à 73 milliards de dollars, contre 184 milliards de dollars pour l'USDT de Tether. Cette classification intervient alors que de nombreux émetteurs de jetons établis dans l'UE plaident pour des stablecoins réglementés dans la région. Le PDG de Stable Mint, James Bennett, a déclaré à Cointelegraph que, même si l'Europe ne pouvait pas « faire disparaître par un simple souhait » les stablecoins en dollars, les régulateurs pouvaient contrôler les garanties et les règles applicables aux émetteurs.

La Corée du Sud prévoit de réformer la cybersécurité après des attaques contre des banques et des entreprises crypto

La Corée du Sud prévoit de renforcer les exigences de cybersécurité applicables aux établissements financiers après une enquête sur de précédents incidents de sécurité impliquant 16 entreprises, dont des plateformes d'échange crypto. La Commission des services financiers (FSC) a déclaré qu'elle chercherait à améliorer la surveillance des menaces, à effectuer des évaluations de sécurité plus fréquentes et à renforcer la responsabilité des dirigeants, après qu'un examen couvrant l'ensemble du secteur a révélé des failles de cybersécurité dans 130 des 555 entreprises financières. La FSC a déclaré qu'environ 100 000 éléments d'information sur des clients avaient été exposés dans l'ensemble des entreprises concernées.

L'Australie publie un projet de loi pour adopter le cadre de déclaration fiscale crypto de l'OCDE

L'Australie a publié un projet de loi qui permettrait l'échange automatique d'informations fiscales sur les cryptomonnaies entre les pays. Le projet de loi, Treasury Laws Amendment Bill 2026: Tax information reporting, est ouvert aux commentaires jusqu'au 28 octobre. Il établirait un cadre pour mettre en œuvre dans le droit australien le Crypto-Asset Reporting Framework (CARF) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et instaurerait un régime national de déclaration concernant les cryptomonnaies, selon le Trésor australien.

Revolut obtient une licence crypto à Gibraltar pour soutenir son expansion mondiale

Revolut, une entreprise britannique de technologie financière et une néobanque, a obtenu une licence de services liés aux cryptomonnaies à Gibraltar, qu'elle prévoit d'utiliser pour étendre son offre d'actifs numériques à des marchés internationaux au-delà du Royaume-Uni et de l'Espace économique européen. La Gibraltar Financial Services Commission (GFSC) a accordé une licence de fournisseur de technologie des registres distribués (DLT) à Revolut Global Digital Assets Limited, une filiale récemment créée. La fintech affirme compter plus de 80 millions de clients particuliers dans le monde, dont environ 16 millions d'utilisateurs de cryptomonnaies, selon son annonce.

Chainlink, Cardano et d'autres groupes de la blockchain demandent à la SEC des règles crypto plus claires

Six grandes organisations de la blockchain, dont Chainlink Labs et la Cardano Foundation, ont exhorté la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis à classer officiellement les matières premières numériques comme des actifs qui ne sont pas des valeurs mobilières, alors que la consultation publique de l'agence sur les règles crypto proposées s'est achevée le mardi 20 octobre. Dans une lettre conjointe datée du 20 octobre, Chainlink Labs, la Cardano Foundation, Hedera, Aptos Labs, Ava Labs et la Stellar Development Foundation ont demandé à la SEC d'intégrer directement sa classification des matières premières numériques au cadre Regulation Crypto Assets proposé, estimant que de simples orientations interprétatives laissent les acteurs du marché face à une incertitude juridique. Les groupes ont fait valoir que l'interprétation actuelle de la SEC reconnaît les matières premières numériques comme une catégorie distincte, mais que les règles proposées ne reflètent pas explicitement cette distinction, ce qui pourrait laisser les

développeurs et les autres acteurs du marché dans l'incertitude quant aux règles sur les valeurs mobilières qui s'appliquent.

La Fondation Cardano exhorte l'UE à ne pas étendre les règles de MiCA à la DeFi et au staking

La Fondation Cardano a exhorté l'Union européenne à ne pas instaurer de nouvelles réglementations autonomes pour la finance décentralisée et le staking, estimant que les lois financières existantes devraient régir ces activités en fonction de leurs fonctions et de leurs risques, plutôt que des technologies utilisées. Dans un article de blog publié le mercredi 21 octobre et présentant sa soumission de 19 pages du 30 septembre à la Commission européenne, la fondation a appelé à distinguer la participation directe aux réseaux décentralisés des services financiers fournis par des intermédiaires, notamment ceux impliquant la conservation ou le contrôle des actifs des utilisateurs. La fondation a déclaré que les utilisateurs de Cardano peuvent déléguer leurs jetons natifs (ADA) afin de contribuer à sécuriser le réseau sans en perdre la conservation ni verrouiller leurs jetons, estimant qu'une telle participation devrait être traitée différemment des services de staking exploités par des intermédiaires.

Le Canada ouvre une consultation sur les stablecoins en citant le GENIUS Act américain

Les autorités canadiennes ont ouvert une consultation publique de 60 jours sur des projets de règlements encadrant les émetteurs de stablecoins qui ne sont pas des institutions financières, avec notamment une éventuelle interdiction du versement de rendements. Ces émetteurs ne pourraient offrir ni intérêts ni rendement, afin de décourager la conservation à long terme des jetons (HODLing). Ils seraient également tenus de rembourser les stablecoins dans les trois jours ouvrables suivant une demande des détenteurs, sans facturer de frais supérieurs à 1 % de la valeur totale des jetons. Ces règlements relèvent de la loi canadienne sur les stablecoins, adoptée en mars, et obligent notamment les émetteurs à s'enregistrer auprès de la Banque du Canada avant toute émission. Le gouvernement recueille les commentaires du public jusqu'au 23 décembre 2026. Aux États-Unis, le GENIUS Act, qui établit un cadre réglementaire pour les stablecoins, doit entrer en vigueur en janvier 2027. Dans l'Union européenne, le règlement sur les marchés de crypto-actifs (MiCA) pourrait laisser aux plateformes d'échange jusqu'à janvier pour interrompre les services liés aux stablecoins non conformes, ce qui inclurait probablement l'USDT de Tether, le plus grand stablecoin par capitalisation.

SITUATION DES MARCHÉS DU 1ER AU 31 OCTOBRE 2026

Le mois d'octobre 2026 s'est déroulé dans un environnement économique et financier sensiblement moins favorable qu'en septembre, le marché crypto évoluant au rythme des données américaines, de la Fed, des rendements obligataires et des tensions énergétiques. Après avoir terminé septembre à 83 624 $ sur Binance, le bitcoin a ouvert le 1er octobre autour de ce niveau et clôturé à 84 880 $, soutenu notamment par près de 103 millions de dollars d'entrées dans les ETF Bitcoin au comptant américains. Le 2 octobre, un rapport sur l'emploi faisant état de seulement 29 000 créations de postes non agricoles en septembre, avec un chômage à 4,2 %, a d'abord renforcé l'espoir d'une pause monétaire : le BTC a atteint 87 220 $, son sommet mensuel, avant de retomber à 84 518 $ sous l'effet des prises de bénéfices et des liquidations de positions à effet de levier. Après une stabilisation le 3 octobre, il a rebondi à 86 530 $ le 4 octobre (+2,10 %), sans parvenir à franchir durablement la résistance des 87 000 $. Les principales cryptomonnaies ont accompagné ce regain d'optimisme : Ether évoluait autour de 2

686 $ en début de mois, BNB près de 769 $, SOL autour de 118 $, AVAX à 10,94 $, SUI près de 1,16 $ et DOGE vers 0,0946 $. Les tensions entre Washington et Téhéran et les relations commerciales sino-américaines, malgré une trêve prolongée jusqu'en janvier 2027, incitaient toutefois à la prudence.

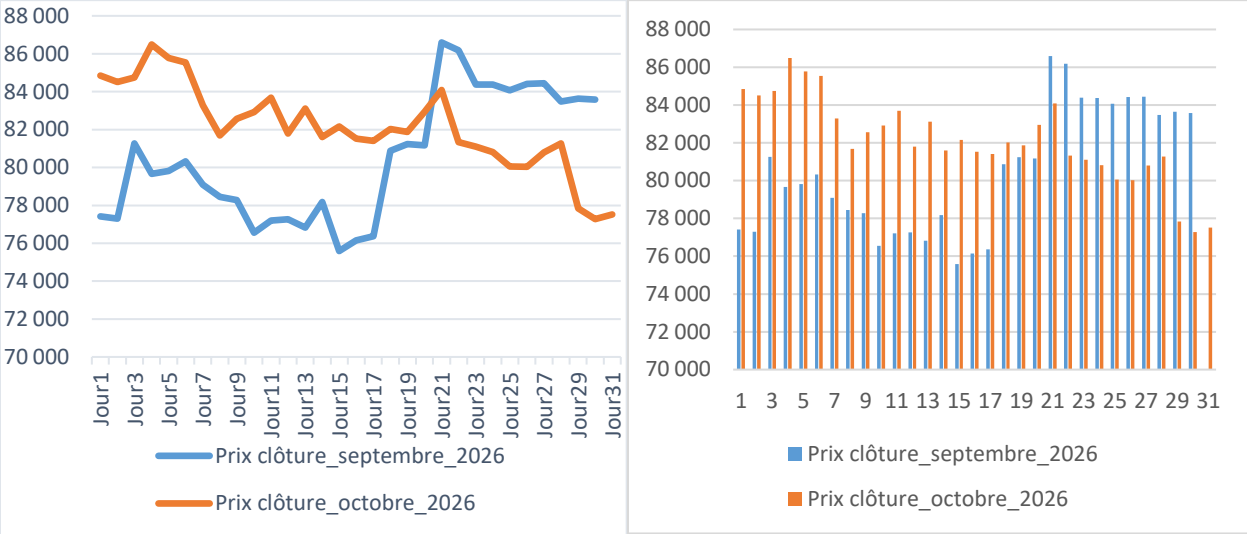
Le premier tournant baissier est intervenu entre les 5 et 8 octobre. Le 5, le bitcoin a reculé de 0,88 %, à 85 767 $, alors que le rendement des obligations américaines à dix ans se redressait et que l'indice ISM des services signalait une activité encore solide, accompagnée de pressions persistantes sur les prix ; les ETF Bitcoin au comptant américains ont enregistré près de 90 millions de dollars de sorties. Le 6 octobre, le BTC a légèrement fléchi à 85 550 $, malgré 119 millions de dollars d'entrées nettes dans ces fonds, illustrant le rôle non exclusif des flux institutionnels. Le 7 octobre, la publication des minutes de la Fed, confirmant les préoccupations de ses responsables concernant l'inflation et le risque de nouvelles hausses des taux, s'est ajoutée aux attaques de pétroliers dans le détroit d'Ormuz et au passage du Brent au-dessus de 100 $ le baril. Avec environ 485 millions de dollars de retraits nets des ETF Bitcoin au comptant, le BTC a chuté de 2,60 %, à 83 322 $. Le 8 octobre, les liquidations forcées de positions acheteuses et 244 millions de dollars de sorties supplémentaires ont prolongé la baisse jusqu'à 81 754 $, avec un creux proche de 80 394 $. La correction a touché les altcoins : SOL a perdu environ 3,7 % le 7 octobre puis 5,7 % le 8 octobre, AVAX près de 9,5 % le 8 octobre et DOGE environ 5,6 % ; Ether, BNB et SUI ont également suivi le repli. La rupture des supports à 84 000 puis 82 000 $ a confirmé la dégradation de la tendance.

Du 9 au 13 octobre, le marché a tenté un redressement fragile. Après que Donald Trump eut déclaré que les États-Unis n'envisageaient pas de nouvelles frappes contre l'Iran avant les élections de mi-mandat de novembre, le bitcoin est remonté à 82 636 $ le 9 octobre, dans un contexte de détente passagère des inquiétudes géopolitiques. Le président américain a également évoqué des livraisons supplémentaires de diesel russe sur le marché international et un assouplissement temporaire de certaines restrictions, ce qui a été suivi d'une détente des prix du diesel, sans dissiper les controverses diplomatiques liées à la guerre en Ukraine. Les 10 et 11 octobre, les rachats de positions vendeuses et les échanges relativement limités du week-end ont porté le BTC vers 82 988 puis 83 773 $, mais le niveau des 84 000 $ n'a pas été durablement franchi. Le 12, la remontée des risques inflationnistes et l'attente de nouvelles statistiques américaines ont provoqué un recul de 2,30 %, à 81 850 $, alors que SOL et DOGE perdaient chacun un peu plus de 5 %. Le 13, le bitcoin a rebondi à 83 169 $, aidé par environ 176 millions de dollars d'entrées dans les ETF Bitcoin au comptant américains, notamment chez Fidelity et BlackRock. Ether, BNB, AVAX et SUI ont eux aussi tenté de se stabiliser, mais sans effacer leurs pertes des dix premiers jours du mois. Sur le plan commercial, Washington continuait parallèlement d'exercer des pressions sur Pékin, notamment par des contrôles à l'exportation dans certains secteurs technologiques et aéronautiques, entretenant l'incertitude mondiale.

Les 14 et 15 octobre, l'inflation américaine a dominé les anticipations. Le 14 octobre, l'indice des prix à la consommation (CPI) de septembre est ressorti à 3,7 % en glissement annuel et à +0,6 % sur un mois, au-dessus des attentes, en raison notamment d'une forte hausse des prix de l'essence. Les anticipations d'un nouveau durcissement monétaire ont provoqué un recul du BTC de 1,79 %, à 81 682 $, accompagné d'environ 261 millions de dollars de retraits nets des ETF. Le 15 octobre, l'indice des prix à la production (PPI) a progressé de 1,3 % sur un mois et de 6,3 % sur un an, signalant la persistance de pressions sur les coûts des entreprises. Le bitcoin est brièvement descendu vers 79 800 $, avant de rebondir à 82 246 $ (+0,69 %) grâce à la défense du support des 80 000 $ et à une détente des rendements en séance. Le 16 octobre, le BTC est revenu à 81 616 $, sur fond de prudence vis-à-vis de la Fed et de nouvelles sorties des ETF Bitcoin au comptant américains estimées à 82 millions de dollars. Les 17 et 18 ont ensuite été marqués par une

consolidation entre 81 500 et 82 100 $, tandis que l'Iran réitérait, sous conditions, sa proposition de réouverture du détroit d'Ormuz. La faiblesse était généralisée : les ETF Ether américains avaient enregistré plus de 540 millions de dollars de sorties entre les 5 et 9 octobre, et les produits liés à Solana avaient également subi des retraits. Ether, BNB, SOL, AVAX, SUI et DOGE sont ainsi restés sensibles aux fluctuations du dollar, du pétrole et des taux, avec une volatilité généralement supérieure à celle du BTC.

Figure 1 : Cours journalier comparé du bitcoin en USD entre septembre et octobre 2026



Source : https://www.coingecko.com/en/coins/bitcoin/historical_data#panel

Du 19 au 21 octobre s'est dessinée la dernière reprise du mois. Le 19 octobre, les ETF Bitcoin au comptant américains ont attiré près de 527 millions de dollars, dont environ 665 millions dans le seul IBIT de BlackRock, compensés en partie par des sorties dans d'autres fonds ; pourtant, le BTC a légèrement reculé à 81 938 $, les ventes sur les autres compartiments du marché contrebalançant ces souscriptions. Les 20 et 21 octobre, l'amélioration du sentiment et les rachats de positions vendeuses ont ramené le bitcoin à 83 028 puis 84 093 $. Le 21 octobre, de nouvelles entrées proches de 525 millions de dollars ont porté les souscriptions nettes cumulées des trois séances à plus d'un milliard de dollars. Ether, BNB, SOL, AVAX, SUI et DOGE ont participé au rebond, Solana revenant notamment vers 107 $, mais sans retrouver la vigueur de leur rallye de septembre. Le mouvement s'est brutalement inversé le 22 octobre : les inquiétudes suscitées par les dépenses d'intelligence artificielle, les sorties de trésorerie des grandes entreprises technologiques et la chute des valeurs du Nasdaq (environ −2,6 %) ont entraîné une nouvelle réduction du risque. Les ETF Bitcoin au comptant américains ont enregistré près de 636 millions de dollars de retraits, dont environ 254 millions chez BlackRock et 218 millions chez Fidelity. Le BTC a chuté de 3,18 %, à 81 416 $, tandis que SOL perdait près de 3,1 %, SUI autour de 5,5 % et plusieurs autres altcoins davantage encore. La séance a confirmé la sensibilité des cryptomonnaies aux valeurs technologiques américaines.

Du 23 au 26 octobre, le marché s'est essoufflé. Le 23 octobre, de nouvelles attaques signalées contre des installations énergétiques saoudiennes ont fait progresser le Brent à environ 116,72 $ le baril, renforçant les craintes d'une inflation durable et d'une détérioration des perspectives de croissance. Le bitcoin a clôturé près de 81 189 $, avec environ 138 millions de dollars de retraits supplémentaires des ETF. Les 24 et 25 octobre, le BTC a successivement reculé à 80 888 puis 80 154 $, avec plusieurs incursions

sous le seuil psychologique de 80 000 $ et des rebonds techniques limités. Les volumes moins soutenus du week-end ont contribué à la fragilité des mouvements, alors que les investisseurs attendaient la réunion de la Fed. Le 26 octobre, le cours est pratiquement resté inchangé à 80 151 $, formant une bougie proche d'un « doji », malgré environ 110 millions de dollars d'entrées dans les ETF. Les tentatives de médiation régionale entre Washington et Téhéran et les nouvelles déclarations sur la sécurité du détroit d'Ormuz n'ont pas suffi à écarter les risques énergétiques. Les altcoins restaient fragiles : SOL évoluait près de 102 $ à la veille de la décision monétaire, AVAX autour de 9 $, tandis qu'Ether, BNB, SUI et DOGE restaient sensiblement en deçà de leurs niveaux du début d'octobre.

La fin du mois a concentré les principaux chocs. Le 27 octobre, le bitcoin a rebondi de 0,95 %, à 80 910 $, aidé par 176 millions de dollars d'entrées dans les ETF Bitcoin au comptant ; le 28 octobre, il a atteint 81 344 $ (+0,54 %) après la décision de la Fed de maintenir sa fourchette de taux directeurs entre 3,75 % et 4,00 %. Deux membres du comité ont toutefois préféré un relèvement de 25 points de base, soulignant la persistance des préoccupations inflationnistes. Le 29 octobre, une cyberattaque majeure contre Binance a provoqué un nouveau choc de confiance : l'incident aurait porté sur environ 6,3 milliards de dollars d'actifs et entraîné des interruptions temporaires de retraits et des liquidations massives sur les marchés dérivés. Le bitcoin a plongé de 4,12 %, à 77 992 $, après la rupture des seuils de 80 000 puis 79 000 $. Les altcoins ont davantage chuté, avec des reculs d'environ 8,1 % pour BNB, 6,6 % pour SOL, 8 % pour AVAX, 7,8 % pour SUI et plus de 5 % pour DOGE. Le 30, une nouvelle baisse du Nasdaq, proche de 2,9 %, et environ 643 millions de dollars de sorties des ETF Bitcoin au comptant américains ont prolongé la correction : le BTC a touché 76 326 $, son plus bas mensuel, avant de clôturer à 77 369 $. Des analyses de traçabilité ont ensuite lié l'attaque à un groupe nord-coréen, tandis que Binance annonçait des mesures de protection de ses réserves. Le 31 octobre, le bitcoin s'est légèrement repris à 77 582 $ (+0,28 %), sans reconquérir les supports perdus ; les altcoins sont restés sous pression.

Les achats de « Strategy », anciennement MicroStrategy, ont aussi retenu l'attention. La société, qui détenait 847 666 BTC à la fin de septembre, a annoncé le 5 octobre l'acquisition de 334 BTC pour 28,7 millions de dollars, à un prix moyen proche de 85 839 $, puis le 12 octobre l'achat de 250 BTC supplémentaires pour environ 21,5 millions de dollars, portant ses avoirs à 848 250 BTC. Le 19 octobre, elle a annoncé l'acquisition de 267 BTC supplémentaires, pour environ 22,1 millions de dollars, portant son portefeuille à 848 517 BTC. Elle n'a signalé aucun achat entre le 19 et le 25 octobre, privilégiant une pause dans ses acquisitions. Les achats annoncés pendant les quatre premières semaines ont ainsi totalisé 851 BTC, pour 72,3 millions de dollars, financés principalement par ses programmes d'émissions de titres. Ses résultats trimestriels ont confirmé la place centrale du bitcoin dans sa stratégie financière. Ce soutien structurel à la demande est néanmoins resté trop limité pour neutraliser les importantes ventes constatées sur les marchés internationaux.

Le bitcoin a finalement clôturé octobre autour de 77 582 $, contre 83 624 $ à l'ouverture du 1er octobre, soit une baisse mensuelle de 7,22 %, avec un sommet à 87 220 $ le 2 octobre et un point bas à 76 326 $ le 30 octobre. Les ETF Bitcoin au comptant américains ont enregistré environ 516 millions de dollars de sorties nettes au cours du mois, contre 2,65 milliards de dollars d'entrées en septembre ; les ETF Ether ont subi des retraits encore plus marqués, évalués à environ 1,61 milliard de dollars. Le bilan des autres grandes cryptomonnaies est particulièrement défavorable : Ether a terminé autour de 2 256 $ (−16,0 %) ; BNB près de 704 $ (−8,5 %) ; SOL à 95,54 $ (−19,1 %) ; AVAX à 8,58 $ (−21,6 %) ; SUI autour de 0,899 $ (−22,8 %) ; et DOGE près de 0,0756 $ (−20,0 %). Cette sous-performance illustre la sensibilité des altcoins aux phases de réduction du risque. La capitalisation globale du marché crypto a reculé vers 2 600 milliards de dollars, contre environ 2 860 milliards

à la fin de septembre. Octobre illustre ainsi le poids de la Fed, des décisions de Washington, des tensions internationales, des ETF et de la confiance dans les plateformes crypto.

COIN DES INVESTISSEURS

« Uptober » a tourné court : un mois rouge, un casse historique… et quelques pépites

On l'attendait euphorique, il a été rude. Octobre est d'ordinaire le mois chouchou des investisseurs en cryptos, au point d'avoir été surnommé « Uptober ». En 2026, le marché a pourtant perdu près de 9 % de sa valeur, passant de 2 860 à 2 600 milliards de dollars, sous le double effet de taux d'intérêt qui ne baissent pas et du plus gros piratage jamais enregistré, chez Binance. Mais dans cette mer rouge, quelques actifs ont tenu bon, et d'autres se sont envolés. Récit d'un mois sous haute tension.

Un mois en trois actes

Acte I : le faux départ. Tout commence bien. Le 2 octobre, le bitcoin grimpe jusqu'à 87 249 dollars, porté par un excellent troisième trimestre (+42 % environ). Citigroup relève même son objectif à douze mois à 113 000 dollars. L'indice « Fear & Greed », baromètre de l'humeur des investisseurs, affiche 69 : la zone d'avidité.

Acte II : la douche froide des taux. Dès le 7 octobre, les ETF bitcoin américains enregistrent leurs plus fortes sorties quotidiennes depuis juin (près de 485 millions de dollars). Le lendemain, plus d'un milliard de dollars de positions à effet de levier sont liquidées et le bitcoin repasse sous 81 000 dollars. L'inflation américaine de septembre, publiée le 14 octobre, ressort à 3,7 %, au-dessus des attentes, et le baril de Brent dépasse 111 dollars le 22 octobre. Le 28, la Réserve fédérale maintient ses taux entre 3,75 % et 4,00 %, mais deux de ses membres votent déjà pour une hausse. Fin octobre, les marchés à terme jugent probable à environ 80 % un relèvement en décembre. Pour des actifs qui ne versent aucun intérêt, c'est un vent contraire puissant.

Acte III : le casse du siècle. Le 29 octobre, aux environs de 20 h 00, des pirates vident en une vingtaine de minutes des portefeuilles « chauds » de Binance, la première plateforme mondiale, sur dix blockchains différentes. Butin : environ 6,3 milliards de dollars, soit quatre fois le précédent record (Bybit, 1,5 milliard en février 2025). Les sociétés d'analyse TRM Labs et Chainalysis attribuent l'attaque au groupe nord-coréen TraderTraitor. Binance suspend dépôts et retraits et s'engage à couvrir toutes les pertes grâce à son fonds de réserve SAFU ; Tether et Circle gèlent plus de 2,5 milliards de dollars de stablecoins volés. Le 30 octobre, 1,67 milliard de dollars de positions sont liquidées en une seule séance et l'indice Fear & Greed plonge en zone de peur.

Sur le mois, les liquidations atteignent 12,5 milliards de dollars, dont trois quarts sur des paris à la hausse. Octobre compte 35 piratages pour 6,5 milliards de dollars de pertes, dont une attaque visant des portefeuilles Ledger trafiqués par un revendeur (93 millions de dollars) et le détournement de noms de domaine de sites DeFi chez le registraire Name.com. Leçon du mois : la faille n'est plus seulement dans le code, elle est dans les clés, les appareils et les adresses.

Qui a tenu, qui a plié

Crypto	Cours 1er nov.	Octobre
Monero (XMR)	598 $	+9,9 %
LEO (Bitfinex)	9,40 $	+4,1 %
Hyperliquid (HYPE)	87,85 $	−3,3 %
Bitcoin (BTC)	77 441 $	−7,3 %
BNB	702,63 $	−8,6 %
XRP	1,25 $	−16,0 %
Ether (ETH)	2 253 $	−16,1 %
Solana (SOL)	95,35 $	−19,2 %
Dogecoin (DOGE)	0,0755 $	−20,0 %
Stellar (XLM)	0,1695 $	−25,1 %

Palmarès d'octobre parmi les 20 premières cryptos hors stablecoins (variation du 1er octobre au 1er novembre). Source : CoinMarketCap.

Trois signaux ressortent. Le bitcoin a mieux résisté que le reste : sa part du marché monte de 58,6 % à 59,8 %. Les capitaux ont quitté la finance décentralisée, dont les dépôts reculent de plus de 10 %. Enfin, l'encours de stablecoins,

cette « poudre sèche » prête à être investie, fond de 7,5 milliards de dollars.

Les pépites du mois

Quand 18 des 20 plus grosses cryptos finissent dans le rouge, repérer les gagnants revient à chercher de l'or dans la rivière. On distingue deux familles : celles qui ont **résisté sur tout le mois**, et les **fusées de quelques jours**, aussi spectaculaires que fragiles.

Celles qui ont tenu le choc

Monero (XMR), la star inattendue (+9,9 %). La cryptomonnaie de la confidentialité, qui masque l'émetteur, le destinataire et le montant des transactions, est la seule grande crypto à briller. Déclic : le 6 octobre, le FinCEN, la cellule anti-blanchiment du Trésor américain, retire son projet de règles plus strictes sur les services de « mixage ». Comme plusieurs plateformes avaient déjà retiré Monero de leur cote, l'offre disponible est réduite et la moindre demande fait grimper le prix, qui teste à trois reprises le seuil des 600 dollars. Il reste 25 % sous son record de janvier 2026.

Hyperliquid (HYPE), la plateforme qui encaisse (−3,3 % seulement). Cette bourse décentralisée de produits dérivés utilise ses commissions pour racheter et détruire ses propres jetons, plus de 1,3 milliard de dollars à fin septembre. Le 29 octobre, l'Intercontinental Exchange, maison mère du New York Stock Exchange, annonce un partenariat pour lancer un marché à terme américain bâti sur Hyperliquid, sous réserve d'autorisation. LEO (+4,1 %), jeton de Bitfinex, complète le trio.

Les fusées de quelques jours

Quant (QNT) a ouvert le bal avec une envolée d'environ 300 % : The Clearing House, qui fédère de grandes banques américaines, l'a retenu pour régler des dépôts tokenisés. **Sui (SUI)** a gagné près de 30 % en début de mois grâce à un protocole permettant d'utiliser le bitcoin comme garantie. En deuxième semaine, **Starknet (STRK)** a bondi de 82 % en sept jours et **LayerZero (ZRO)** de 22 %. En troisième semaine, **Quack AI (Q)**, jeton lié à l'intelligence artificielle, a pris près de 300 % en une semaine, avec des indicateurs de surchauffe au rouge.

Le bon réflexe. Une hausse de 300 % en une semaine attire l'œil, mais elle repose souvent sur des volumes faibles, un fort effet de levier ou un déblocage de jetons à venir (le projet Akedo libérait ainsi l'équivalent de 9 % de sa capitalisation le 21 octobre). Les vraies pépites sont celles dont l'usage progresse : à surveiller, pas à poursuivre aveuglément.

Les cinq grandes sous la loupe

Bitcoin (BTC) : −7,3 %, mais le meilleur élève. Parti de 83 556 dollars, il termine à 77 424 dollars, après un plus haut à 87 249 le 2 octobre et un plus bas à 76 141 le 30. C'est son pire mois d'octobre depuis au moins 2016 : il avait progressé huit fois sur les dix années précédentes. Les ETF au comptant perdent 516 millions de dollars, première décollecte mensuelle depuis juin. Le bitcoin reste environ 38 % sous son record d'octobre 2025, au-delà de 126 000 dollars.

Ethereum (ETH) : −16,1 %, la mauvaise surprise. À 2 253 dollars, l'ether recule deux fois plus que le bitcoin. Ses ETF subissent 1,6 milliard de dollars de sorties, trois fois plus que ceux du bitcoin. Sur le plan technique, la grande mise à jour « Glamsterdam », présentée comme la plus importante depuis le passage à la preuve d'enjeu, a été lancée sur le réseau de test Sepolia le 6 octobre ; son déploiement définitif reste attendu pour la fin de l'année. Ombre au tableau : le pirate de Binance détiendrait plus de 420 000 ETH, un stock qui pourrait peser sur le prix s'il était revendu.

BNB : −8,6 %, la résistance malgré la tempête. Le jeton de Binance était le premier exposé au piratage et a chuté d'environ 8 % à l'annonce. Il finit pourtant le mois à 702 dollars, à peine plus mal que le bitcoin. L'engagement de Binance à rembourser intégralement, et la promesse d'une preuve de réserves complète début novembre, ont rassuré. En Asie, le courtier hongkongais Futu ouvre le 23 octobre les dépôts et retraits de BNB à ses clients qualifiés.

Solana (SOL) : −19,2 %, le paradoxe technologique. Jamais le réseau n'a autant progressé, jamais le jeton n'a autant souffert. Le 9 octobre, Solana accélère la cadence de ses blocs ; le 21, sa mise à jour « Alpenglow » ramène la finalité des transactions de 12,8 secondes à environ 150 millisecondes. Le même mois, la Fondation Solana lance un programme de règlement institutionnel conçu avec l'apport de JPMorgan, Samsung Wallet active les transferts

en USDC sur Solana pour 82 millions d'appareils aux États-Unis, et Polygon intègre la blockchain à son offre de paiements. Le marché a pourtant « vendu la nouvelle » : SOL termine à 95 dollars.

XRP : −16 %, l'entreprise brille, le jeton pâlit. À 1,25 dollar, XRP perd près de 29 % depuis janvier. Ripple, l'entreprise, vit pourtant son « meilleur exercice » : elle vise 900 millions de dollars de revenus annualisés fin 2026 et annonce le 26 octobre l'agrément définitif de sa banque fiduciaire nationale par l'OCC, le régulateur bancaire américain, pour la garde d'actifs et les réserves de son stablecoin RLUSD. Sa conférence Swell, du 27 au 29 octobre à New York, a été ouverte en présence du secrétaire au Trésor Scott Bessent. Ripple a aussi gelé des RLUSD liés au piratage de Binance.

Et maintenant ?

Novembre s'ouvre en zone de peur, avec une liquidité en baisse et une hausse des taux en ligne de mire. Trois rendez-vous comptent : la preuve de réserves de Binance, attendue autour du 3 novembre ; le rapport américain sur l'emploi du 6 novembre, déterminant pour la Fed ; et le sort des fonds volés, toujours entre les mains des pirates. Historiquement, novembre n'offre aucune garantie : cinq hausses et cinq baisses pour le bitcoin sur les dix dernières années. Une certitude toutefois : octobre a rappelé que dans les cryptos, la sécurité de l'endroit où l'on dépose ses actifs compte autant que le choix des actifs eux-mêmes.

RÉSUMÉ RÉGLEMENTAIRE

Ce que les autorités ont décidé ce mois-ci

Trois tendances dominent : l'encadrement des **stablecoins**, l'**agrément obligatoire des plateformes** et l'arrivée des cryptos dans les **circuits bancaires classiques**. La plupart des textes restent des projets, des consultations ou des positions de régulateurs, et non des lois définitives.

États-Unis : les agences prennent le relais du Congrès

Faute d'accord au Sénat sur le CLARITY Act, bloqué depuis septembre, ce sont les régulateurs qui écrivent les règles. **1er octobre :** la SEC propose de nouvelles règles de conservation des cryptos pour les gérants et les fonds, ouvertes aux sociétés fiduciaires des États (consultation jusqu'au 7 décembre). **5 octobre :** la CFTC lance une pré-consultation sur le trading de détail avec effet de levier et sur un nouveau statut de « marché d'actifs crypto » (jusqu'au 14 décembre). **6 octobre :** le FinCEN retire son projet de règle sur les services de mixage. **20 octobre :** la procureure générale de New York demande à la SEC de retirer son projet « Regulation Crypto Assets », jugé trop peu protecteur. **21 octobre :** l'OCC adopte la règle définitive d'application du GENIUS Act sur les stablecoins, puis invite les 26 et 27 octobre les banques régionales à devenir émettrices via des filiales ; la SEC publie une FAQ sur son « exemption innovation » pour les plateformes de titres tokenisés. **26 octobre :** Ripple annonce l'agrément définitif par l'OCC de sa banque fiduciaire nationale. **28 octobre :** la Fed maintient ses taux.

Amérique centrale et du Sud : la course aux licences

Brésil : date butoir du 30 octobre pour que les prestataires déjà actifs déposent leur demande d'agrément auprès de la Banque centrale ; au-delà, les banques ne peuvent plus servir les acteurs non autorisés. Depuis le 1er octobre, les opérations de change en ligne ne peuvent plus être réglées en actifs virtuels. **Argentine :** le 7 octobre, la Banque centrale confirme que l'interdiction faite aux banques d'offrir des services crypto, en vigueur depuis 2022, restera en place au moins jusqu'au cycle électoral de 2027. **Salvador :** le registre du régulateur CNAD recense au 13 octobre cinq émetteurs de stablecoins agréés, dont Tether. **Colombie :** le projet de loi sur les cryptoactifs est mis en sommeil.

Europe : MiCA serre la vis sur les stablecoins

Union européenne : le 8 octobre, l'ESMA demande aux prestataires agréés MiCA de cesser leurs services liés aux stablecoins non conformes, avec un délai de trois mois (vers le 8 janvier 2027) ; certaines plateformes restreignent déjà l'USDT pour leurs clients de détail. **Allemagne :** le 8 octobre, le Bundestag rejette, par 445 voix contre 132, la suppression de l'exonération fiscale des plus-values après un an de détention. **France :** la commission des finances adopte début octobre un amendement obligeant à déclarer les portefeuilles auto-hébergés de plus de 100 000 euros, avant que l'examen budgétaire ne reparte de zéro. **Royaume-Uni :** le 12 octobre, la Haute Cour juge que le droit chinois régit les réclamations des

victimes sur quelque 61 000 bitcoins saisis ; le guichet d'agrément de la FCA est ouvert depuis le 30 septembre pour un régime complet en octobre 2027. **Russie :** la Sberbank intègre le 13 octobre le registre des opérateurs autorisés et prévoit des produits crypto dès le 1er décembre, avec un plafond annuel pour les investisseurs non qualifiés.

Afrique : l'heure de la mise en œuvre

Octobre a moins été le mois des annonces que celui de l'application des lois votées en 2025. **Kenya :** les opérateurs existants ont jusqu'au 4 novembre 2026 pour se mettre en conformité avec la loi sur les prestataires d'actifs virtuels ; au 25 octobre, aucune plateforme n'apparaissait encore comme agréée sur les registres de la CMA et de la Banque centrale. **Ghana :** la Banque du Ghana et la SEC déploient par étapes la loi de 2025, entre bac à sable réglementaire, encadrement de la publicité et ouverture des procédures de licence. **Nigeria :** les plateformes et dépositaires doivent porter leur capital minimum à 2 milliards de nairas d'ici juin 2027. **Afrique du Sud :** reste le marché le plus structuré, avec plus de 300 prestataires agréés par la FSCA.

Asie : entre ouverture contrôlée et coups de frein

Corée du Sud : le 13 octobre, la cellule de renseignement financier bloque l'accès à 27 plateformes non enregistrées, dont KuCoin et MEXC. **Thaïlande :** les règles autorisant des ETF bitcoin et ether entrent en vigueur le 16 octobre. **Singapour :** la consultation de la MAS sur l'inscription de son cadre stablecoins dans la loi se clôt le 16 octobre. **Hong Kong :** le 26 octobre, la SFC autorise pour la première fois la négociation secondaire de fonds publics tokenisés sur une plateforme agréée. **Chine :** à l'inverse, la Banque populaire et le régulateur du cyberespace demandent à Ant Group et JD de suspendre leurs projets de stablecoins à Hong Kong.

PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION

The Financial Times (anglais – payant) : https://www.ft.com/

Bloomberg (anglais – payant) : https://www.bloomberg.com/

The Wall Street Journal (anglais – payant) : https://www.wsj.com/

The Economist (anglais – payant) : https://www.economist.com/

Cointelegraph (anglais – gratuit) : https://cointelegraph.com/

CoinGecko (anglais – gratuit) : https://www.coingecko.com/

CoinMarketCap (anglais – gratuit) : https://coinmarketcap.com/

DefiLlama (anglais – gratuit) : https://defillama.com/

Kaiko (anglais – payant) : https://www.kaiko.com/

The Block (anglais – gratuit) : https://www.theblock.co/

Messari (anglais – payant) : https://messari.io/

Journal du Coin (français – gratuit) : https://journalducoin.com/

Anciens numéros de « Crypto News AZC » :

https://zukulee.com/news & https://azojecasarl.net/crypto-news/

Comptes X (ex-Twitter) à suivre : @azojecasarl & @crypvestor1

Pour vous former dans les cryptomonnaies : www.zukulee.com (Académie basée au Canada et créée en 2021 par un ingénieur informaticien[1], expert en blockchain. Les cours sont entièrement en ligne et sont dispensés en français et en anglais).

« ***Si vous trouvez que la formation coûte cher, essayez l'ignorance*** » – Robert Orben.

[1] https://www.prnewswire.com/news-releases/richard-engoulou-cissp-is-recognized-by-continental-whos-who-301543291.html